Synthèse

L'économie calédonienne forte des retombées du nickel

E. Desmazures, M. Mapou, Isee

*La précédente étude portant sur les impacts du nickel a permis d'estimer qu'un quart des salariés du privé dépendent directement ou indirectement de son exploitation. Pour compléter cette approche, ces mêmes impacts ont été mesurés selon les concepts de la comptabilité nationale et confirment le poids économique substantiel du secteur. Les commandes adressées par ses opérateurs génèrent en cascade une production **locale** diversifiée dont la **valeur ajoutée**, alors qualifiée d'« indirecte » représente 66 milliards de F.CFP. Celle-ci est supérieure à la valeur ajoutée dégagée directement par la branche nickel (de l'ordre de 43 milliards de F.CFP). Si l'on ajoute les effets induits par la consommation des ménages dont l'activité est directement ou indirectement en lien avec le secteur, la richesse globalement générée par le nickel en Nouvelle-Calédonie s'élève à 137 milliards de F.CFP, soit 20 % de la richesse **marchande** créée en 2019.*

Le nickel représente directement 7 % de la valeur ajoutée marchande

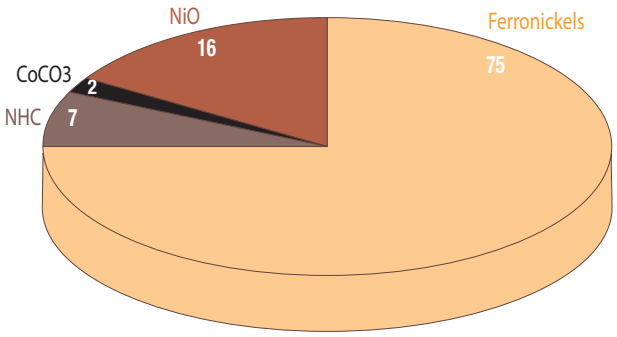
Globalement, 208 000 tonnes de minerai de nickel ont été extraites en 2019, et 95 600 tonnes de produits métallurgiques sont sorties d'usine. Cette année marque la rupture d'une série de quelques années de production métallurgique et minière croissante.

Le minerai extrait approvisionne les usines locales pour la fabrication de produits métallurgiques ou est exporté. Les cessions de minerai à l'extérieur du territoire nécessitent l'accord du gouvernement calédonien qui évalue les demandes selon des critères précis. Ces autorisations font l'objet de l'avis préalable du comité consultatif de l'export minier (CCEM, présidé par le président du gouvernement et regroupant les présidents de provinces ainsi que des représentants de l'industrie minière et métallurgique. Les exportations de produits métallurgiques sont uniquement soumises à déclaration.
Deux types de minerai sont exportés : la latérite et la saprolite à teneur en nickel plus importante mais plus enfouie dans le sol. En 2019, quatre acteurs du secteur, dont la SLN, ont exporté du minerai de nickel vers des usines étrangères.

S'agissant des produits métallurgiques, le ferronickel et l'oxyde de nickel sont les produits phares en termes de ventes en 2019. Ils représentent 91 % des exportations métallurgiques totales en valeur, et laissent le Nickel Hydroxyde Cake (NHC) et le cobalt au dernier rang des produits vendus.

Le ferronickel, produit phare à l'export

Part des produits métallurgiques exportés en 2019



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Energie *Unité : %*

Pour assurer ces productions, les opérateurs consomment beaucoup d'intrants : leur taux de **consommations intermédiaires** (rapporté à la production) est élevé, de l'ordre de 80 %, ce qui explique la relative faiblesse de la valeur ajoutée du nickel dans le PIB calédonien, entre 3 et 9 % sur les dix dernières années. Au sein de la sphère marchande, le poids du nickel est estimé à 7 % en 2019. Par ailleurs, la vingtaine d'entreprises effectuant de l'extraction de minerai, et plus encore les trois métallurgistes, réalisent des investissements lourds pour maintenir ou améliorer leurs outils de production. En contrepartie, ce besoin en intrants et investissements génère une demande qui entraîne fortement l'activité économique.

Une activité du nickel maussade en 2020

En 2020, la production minière fléchit de 4,2 % par rapport à 2019, malgré un niveau d'extraction important au troisième trimestre, en hausse de 16 % sur un an.

La production métallurgique recule de 4,4 % en 2020, et ce en dépit d'une bonne entame au premier trimestre avec une croissance de 11 % sur un an.

La réorientation stratégique de l'usine du sud provoque l'arrêt de la production de cobalt et d'oxyde de nickel au troisième trimestre, au profit du NHC qui augmente de 7 % au premier trimestre et triple sur les trois autres trimestres en glissement annuel. Globalement, la hausse de la production de NHC atténue la diminution de celle des autres produits métallurgiques.

La production de ferronickel connaît des difficultés notables à partir du deuxième trimestre, sa baisse sur un an allant de 8 % à 17 % au dernier trimestre. Cet écroulement est en partie dû à la maintenance d'une des deux lignes de production de l'usine du Nord.

Les exportations de produits métallurgiques augmentent de 2 % en volume, mais reculent de 6 % en valeur. Ce sont globalement les ventes de minerai de nickel, de ferronickel et de NHC qui favorisent les exportations au cours de l'année 2020. Malgré une hausse constante des volumes exportés, le montant des ventes chute à partir du troisième trimestre, avec une baisse record de 26 %, la plus forte de la décennie.

Une industrie fortement consommatrice de services et d'énergie

En 2019, pour produire, les acteurs du secteur nickel en Nouvelle-Calédonie ont dépensé plus de 170 milliards de F.CFP, auxquels s'ajoutent plus de 20 milliards de F.CFP destinés à leurs investissements. 42 % de ces dépenses sont adressées aux acteurs économiques calédoniens, soit plus de de 80 milliards de F.CFP.

Les mineurs sont à l'origine de 12 % de ces dépenses totales, soit 22 milliards de F.CFP. Les deux tiers de leurs achats sont réalisés en Nouvelle-Calédonie. En proportion, comparés aux métallurgistes, ils consomment localement davantage de biens et services tels que les transports et télécommunications, le BTP, mais aussi les services rendus principalement aux entreprises (gardiennage, nettoyage de locaux, informatique, etc.). Leurs dépenses en produits importés se font en premier lieu pour le carburant et les matériels d'équipement.

Les métallurgistes achètent approximativement 66 milliards de F.CFP de biens et services produits localement, l'électricité et le BTP étant les plus importants. La part de biens importée représente plus de 87 milliards de F.CFP, principalement des énergies fossiles et des matériels d'équipement. Leurs importations de services sont estimées à plus de 16 milliards de F.CFP en 2019, avec une prédominance des services aux entreprises et du transport.

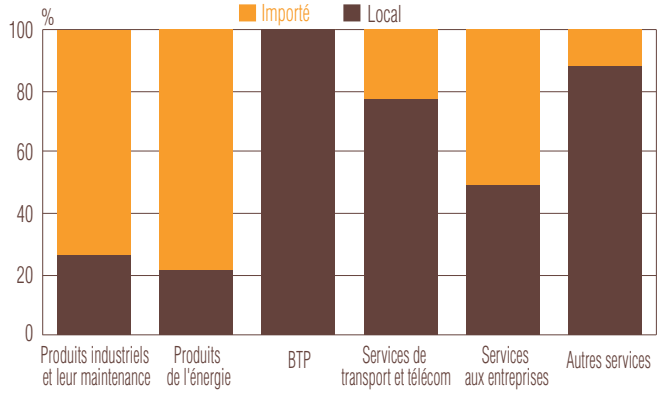
Premier poste de dépense, l'**énergie** est le produit le plus consommé par les opérateurs du nickel, et représente près du tiers des dépenses totales du secteur. C'est aussi 43 % du montant total des dépenses réalisées à l'étranger, essentiellement par les métallurgistes (94 %).

La facture la plus importante provient du fioul, loin devant la houille et les autres produits de l'énergie (gaz, etc.). Il est d'une nécessité de premier ordre pour la Société le Nickel et Koniambo Nickel SAS, qui l'utilisent afin de produire de l'électricité via leurs centrales, essentielles au fonctionnement de leurs fours pyrométallurgiques. Cette solution coûteuse se veut temporaire pour la société KNS car sa production d'électricité doit à terme provenir de la combustion de houille.

Le **BTP** et les **services de transport et de télécommunication** sont les postes de dépenses les plus importants sur le territoire. Il s'agit de services dont l'offre locale ne tarit pas, ils concentrent donc plus de 40 % de l'ensemble des dépenses locales, soit 44,6 milliards de F.CFP.

Plus de 40 % de dépenses en biens et services locaux

Part du local et de l'importé par principaux postes de dépense



Source : Isee

Les activités de BTP regroupent la construction, qui concerne principalement les investissements, mais également les travaux de terrassement et les travaux miniers, qui représentent des charges courantes. Le transport, principale activité connexe du nickel, regroupe le roulage, le chargement et l'acheminement du minerai, l'arrosage des routes minières mais également toutes les opérations de fret. Ces dernières peuvent également revenir à des prestataires extérieurs au territoire, pour un montant estimé à 4 milliards de F.CFP.

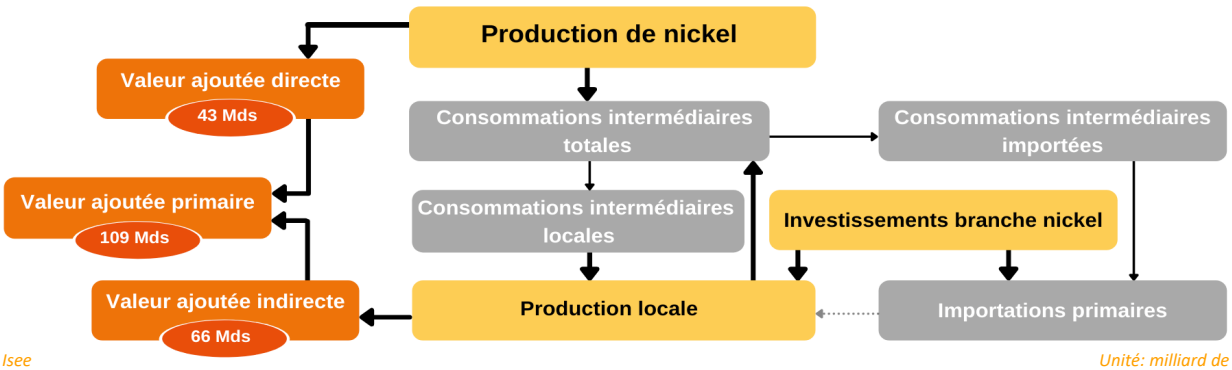
Les **matériels d'équipement et les produits industriels** représentent près de 60 milliards de F.CFP de dépenses pour les acteurs du nickel. Ce poste comprend également l'installation, la maintenance et la réparation effectuées sur ces biens, ce qui explique qu'une part non négligeable de ces dépenses (27 %) soient considérées comme « locales ». Celles-ci sont principalement le fait des métallurgistes.

Des métallurgistes plus « intégrés » que prévu

Le Cerom avait interrogé les métallurgistes en 2008 pour connaître leurs consommations intermédiaires en phase de production[1]. Il s'agissait de perspectives pour les usines du Nord et du Sud qui étaient alors en phase de construction. Le bilan dressé sur l'année 2019 montre une intégration plus importante que les projections d'alors. Ce constat est en lien avec les travaux de maintenance qui sont effectués localement et avec les problèmes de conception et de production rencontrés par les usines, qui font appel à des entreprises locales pour effectuer les travaux.

[1] Dans le cadre de l'étude « Les défis de la croissance calédonienne » (AFD, IEOM et Isee).

Modélisation des effets primaires



Source : Isee *Unité: milliard de F.CFP*

66 milliards de F.CFP de valeur ajoutée indirecte

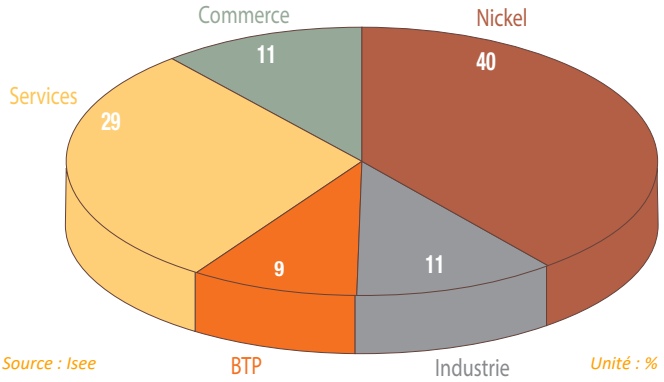
L'activité du nickel en Nouvelle-Calédonie génère indirectement 66 milliards de F.CFP de valeur ajoutée dans les autres secteurs de l'économie. En effet, les commandes du nickel aux autres secteurs garantissent à ces derniers un débouché considérable pour l'écoulement de leurs biens ou services, et représente une source de chiffre d'affaires notable. Pour assurer cette production, les fournisseurs et prestataires génèrent également de la demande extérieure et locale.

Par cet enchaînement de demandes successives, le secteur tertiaire enregistre les plus importantes retombées du nickel, avec 43 milliards de F.CFP de valeur ajoutée générés indirectement. Trois activités bénéficient chacune à hauteur de 12 milliards de F.CFP de valeur ajoutée : le commerce (représentant 12 % de sa richesse créée en 2019), les services de transports et télécommunications (17 %) et les services aux entreprises (15 %). Ces derniers regroupent des activités diversifiées plus ou moins connexes au nickel, telles que le gardiennage, le nettoyage de locaux, la réhabilitation de sites miniers, l'informatique ou les activités d'analyse et de recherches. Les services aux ménages sont impactés dans une moindre mesure avec 7 milliards de F.CFP de valeur ajoutée en lien avec l'exploitation du nickel.

Les retombées du nickel pour les secteurs de l'industrie et du BTP représentent respectivement une valeur ajoutée de 12 et 10 milliards de F.CFP. S'agissant de l'industrie, ce sont particulièrement les activités de maintenance, chaudronnerie et tuyauterie qui sont concernées, ainsi que la production d'électricité.

Le tertiaire, premier bénéficiaire indirect

109 milliards de F.CFP de valeur ajoutée directe et indirecte



Source : Isee *Unité : %*

Finalement, en 2019, le secteur du nickel est directement ou indirectement à l'origine de 109 milliards de F.CFP de richesse créée, correspondant à 16 % de la valeur ajoutée marchande.

Des impôts et taxes peu élevés mais des charges sociales importantes

Les impôts et taxes acquittés par les acteurs du secteur sont estimés à 5,7 milliards de F.CFP, représentant un peu plus de 3 % des recettes fiscales transitant par le budget de la Nouvelle-Calédonie. Ce niveau relativement limité d'imposition s'explique essentiellement par les incitations fiscales dont bénéficient certains opérateurs et une assiette fiscale à l'impôt sur les sociétés qui s'est fortement réduite compte tenu des difficultés rencontrées par les métallurgistes. Les exportations (dont plus de 90% sont des produits du nickel) sont exonérées de taxe générale sur la consommation (TGC), conformément au mécanisme des taxes sur la valeur ajoutée. Néanmoins, ces exportations entrent dans le calcul des centimes additionnels à la patente, dont le tiers des recettes proviennent de fait du secteur nickel.

Cette contribution budgétaire rapportée aux salaires de la fonction publique permet d'estimer à environ 700 le nombre de ces salariés dépendant du secteur nickel. En l'état actuel, le modèle ne permet pas d'estimer les impacts fiscaux indirects et induits.

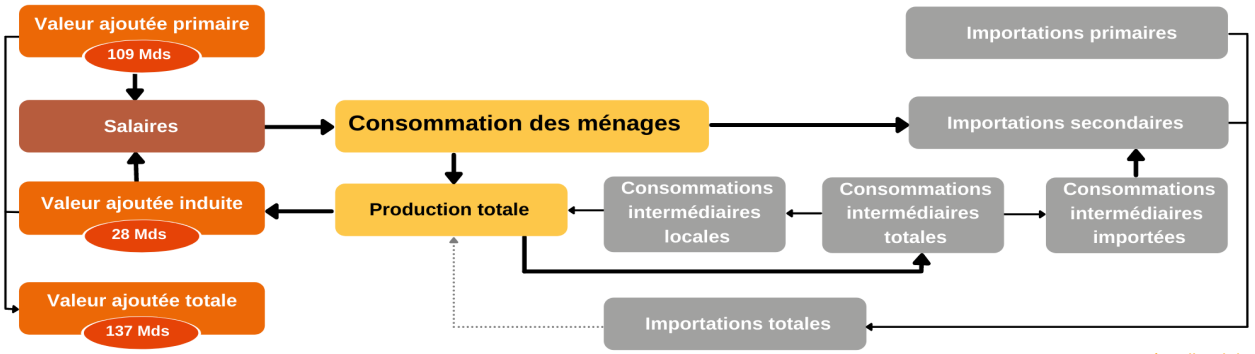
Par contre, la contribution des mineurs et métallurgistes est massive en termes de charges sociales, avec 11 milliards de F.CFP de cotisations patronales versées, correspondant aux presque 6 000 employés des entreprises du secteur.

Une valeur ajoutée induite de 28 milliards de F.CFP

Au-delà de cette activité indirecte, l'exploitation du nickel génère également une activité induite, en lien avec les dépenses de consommation des personnes rémunérées directement ou indirectement. Celle-ci génère une valeur ajoutée de 28 milliards de F.CFP.

Principal poste de consommation des ménages, les **services** sont les premiers bénéficiaires de ces retombées induites, avec une valeur ajoutée de 16 milliards de F.CFP. Ce montant, mis à part les services immobiliers, concerne des services de nature différente tels que les services à la personne et d'hébergement-restauration. Le **commerce** est également impacté par la demande induite par les ménages, à hauteur de 7 milliards de F.CFP de valeur ajoutée. Là encore, ce sont les commerces spécialisés dans la consommation des ménages qui sont concernés (habillement, alimentation, etc.), ainsi que les commerces de gros et la grande distribution. L'industrie locale enregistre un impact induit de 5 milliards de F.CFP en termes de valeur ajoutée, 1 milliard de F.CFP pour le BTP.

Modélisation des effets induits

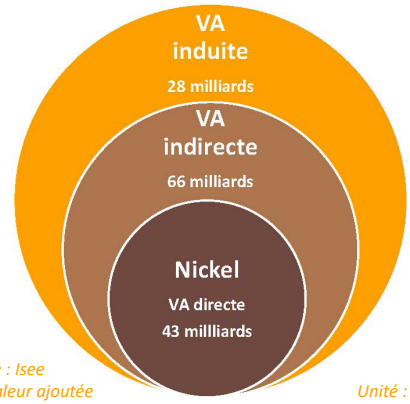


Source : Isee *Unité: milliard de F.CFP*

En cumulant les impacts directs, indirects et induits, **l'impact global de l'exploitation du nickel représente une richesse créée en Nouvelle-Calédonie de 137 milliards de F.CFP** : en plus des 43 milliards de F.CFP de la branche nickel, 47,6 milliards de F.CFP pour le secteur des services ; 18,4 milliards de F.CFP pour le commerce ; 17,1 milliards de F.CFP pour l'industrie ; 11 milliards de F.CFP pour le BTP.

Ce sont ainsi 20 % de la richesse marchande produite en Nouvelle-Calédonie qui découlent de l'exploitation de la ressource minière.

137 milliards d'impacts cumulés pour le nickel



Source : Isee
VA : valeur ajoutée
Unité : F.CFP

Méthode et définitions

Définitions

Tout bien ou service fabriqué en Nouvelle-Calédonie (le siège social de ces entreprises peut néanmoins être situé hors de la NC) est qualifié de « **local** », quel que soit son mode de commercialisation. Dans la précédente étude, l'approche privilégiée était la localisation du prestataire ou du fournisseur. Ainsi, par exemple, le carburant est un produit importé (analysé comme tel dans la présente étude) fourni par un commerce local (et donc considéré comme un achat « local » dans la précédente étude).

L'étude s'attache à mesurer les impacts économiques par la richesse créée, c'est-à-dire la **valeur ajoutée**. Celle-ci correspond à la production à laquelle on retranche les **consommations intermédiaires**, c'est à dire les biens et services transformés ou entièrement utilisés dans le processus de production.

Seul le secteur **marchand** est retenu dans le périmètre de l'analyse. C'est-à-dire que l'activité des entités majoritairement financées par des flux publics n'est pas retenue dans les mesures d'impact. De même, les effets d'entraînement par le canal des finances publiques (prélèvements obligatoires) ne sont pas mesurés.

Une mesure de l'impact à plusieurs niveaux

L'impact économique du secteur de la mine et de la métallurgie se décompose en trois effets :

- **les impacts directs** qui relèvent uniquement des entreprises de la mine et de la métallurgie, c'est-à-dire qui effectuent une activité d'extraction de minerai de nickel ou de transformation métallurgique (définition économique de la branche « nickel »).
- **les impacts indirects** : ils sont estimés à partir des achats des opérateurs du nickel, pour produire ou investir. Cette demande génère une production locale qui elle-même génère une demande et ainsi de suite. À noter que les importations ne sont pas neutres en termes de valeur ajoutée car elles peuvent entrer dans un circuit de commercialisation local et ainsi générer des marges commerciales (qui constituent la production du commerce).
- **les impacts induits** : ils correspondent aux dépenses de consommation des salariés des entreprises du nickel (direct) et des fournisseurs et sous-traitants (indirect). Ces dépenses découlent d'une modélisation du compte des ménages. Les impacts sur l'imposition des ménages, leur niveau d'investissement, les prestations sociales perçues et revenus de la propriété ne sont pas pris en compte. Le niveau de consommation est considéré comme étant lié au niveau de revenu.

Sources et méthodologie

Pour compléter l'estimation du poids du nickel en termes de valeur ajoutée, l'économie calédonienne a été modélisée à partir du tableau ressources-emplois de la comptabilité nationale qui permet, entre autres, d'estimer les interactions (offre/demande) entre les différentes branches de l'économie.

L'activité des mineurs et métallurgistes est retenue dans son ensemble, ce qui signifie que les données portant sur leurs produits et services connexes à l'exploitation du nickel sont également analysées. Il peut s'agir de leur production immobilisée, de services intra-branches, etc. La structure de leurs achats a pu être affinée grâce aux informations délivrées par des établissements cibles. Neuf entreprises ont fourni leurs achats de biens et services réalisés pendant l'année 2019, permettant ainsi la réalisation de cette étude : Société Le Nickel (SLN), Vale Nouvelle-Calédonie SAS, Koniambo Nickel SAS (KNS), Société Gestion Exploitation Mines de Nickel (Gemini), Société Minière Georges Montagnat (SMGM), Société des Mines de La Tontouta (SMT), Nickel Mining Company (NMC), Mai Kouaoua Mines SARL (MKM) et la Société Minière du Sud Pacifique (SMSP). Les autres opérateurs du secteur dont les achats ont fait l'objet d'estimations représentent 2 % des commandes.

Ces données issues de l'enquête sont complétées par des sources administratives (source fiscale, Cafat, Dimenc, balance des paiements, etc.).

Synthèse n° 56
Edition Janvier 2022
Directeur de la publication : O. Fagnot
Conception graphique : C. Aluze, M. Guiseppi